

BUREAU DE DÉCISION ET DE RÉVISION

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MONTRÉAL

DOSSIER N° : 2010-019

DÉCISION N° : 2010-019-001

DATE : Le 16 juin 2010

EN PRÉSENCE DE : M^e ALAIN GÉLINAS

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

personne morale légalement constituée, ayant son siège social au 2640, boulevard Laurier, 3^{ième} étage, à Québec, dans le district de Québec, G1V 5C1

Partie demanderesse

c.

VÉHICULES NEMO INC., personne morale légalement constituée ayant son siège social au 5574, boulevard des Rossignols à Laval, district judiciaire de Laval, H7L 5W6
et

GUYLAIN PELLETIER, résidant au 138, Maisonneuve, appartement 601 à Québec, district judiciaire de Québec, G1R 2C3

et

JACQUES RANCOURT, résidant au 570, 77^e rue à Saint-George-de-Beauce, district judiciaire de Beauce, G6A 1A6

et

MICHEL NOREAU, résidant au 960, route 138 à Neuville, district judiciaire de Québec, G0A 2R0

et

MICHEL DUQUETTE, résidant au 17, rue du Dr. Bourgeois à Saint-Eustache, district de Terrebonne, J7R 7C3

Parties intimées

et

ALTERNATIVE GREEN TECHNOLOGIES INC., 626 RexCorp Plaza, Uniondale, NY 11556

Partie mise en cause

ORDONNANCE DE BLOCAGE ET INTERDICTION D'OPÉRATION SUR VALEURS
[art. 249 et 265, *Loi sur les valeurs mobilières* (L.R.Q., c. V.-1.1) et art. 93 et 115.9, *Loi sur l'Autorité des marchés financiers* (L.R.Q., c. A-33.2)]

M^e Sébastien Simard
(Girard et al.)
Procureur de l'Autorité des marchés financiers

Date d'audience : 11 juin 2010

DÉCISION

[1] Le 11 juin 2010, l'Autorité des marchés financiers (ci-après l'« *Autorité* ») a saisi le Bureau de décision et de révision (ci-après le « *Bureau* ») d'une demande afin qu'il prononce une ordonnance de blocage, une interdiction d'opération sur valeurs et une mesure propre à assurer le respect de la loi à l'encontre de Véhicules Nemo inc. (ci-après « *Nemo* »), Guylain Pelletier, Jacques Rencourt, Michel Noreau et Michel Duquette (ci-après les « *intimés* »), le tout en vertu des articles 249 et 265 de la *Loi sur les valeurs mobilières*¹ (ci-après la « *Loi* ») et des articles 93, 94 et 115.9 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*².

[2] La demande de l'Autorité a été présentée en vertu de l'article 115.9 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers* selon lequel il est loisible au Bureau de prononcer une décision affectant défavorablement les droits d'une personne sans audition préalable, lorsqu'un motif impérieux le requiert. Une audience *ex parte* s'est donc tenue au siège du Bureau le 11 juin 2010, afin que l'Autorité puisse présenter sa demande.

[3] L'Autorité a déposé avec sa demande l'affidavit requis par l'article 19 du *Règlement sur les règles de procédure du Bureau de décision et de révision*³, en vertu duquel une demande fondée sur des motifs impérieux doit être accompagnée d'une déclaration sous serment écrite à l'appui des faits de la demande et des motifs impérieux.

[4] La demande de l'Autorité contient également une conclusion en vue d'obtenir le dépôt de la présente décision au greffe de la Cour supérieure, en vertu de l'article 115.12 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*. De plus, une ordonnance de huis clos pour un délai de 60 jours est demandée en vertu de l'article 59 du *Règlement sur les règles de procédure du Bureau de décision et de révision*⁴.

[5] Des copies conformes de la demande de l'Autorité et de la déclaration sous serment sont annexées à la présente décision.

LA DEMANDE

[6] Le Bureau présente maintenant les faits qui apparaissent à la demande de l'Autorité.

¹ L.R.Q., c. V-1.1.

² L.R.Q., c. A-33.2.

³ (2004) 136 G.O. II, 4695.

⁴ *Ibid.*

Les parties

[7] L'intimée Nemo est une personne morale constituée en 2000 en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions*⁵. Nemo a pour activité le développement et la commercialisation de camions électriques utilitaires dont la fabrication s'effectue à partir de matériaux entièrement recyclables. Les clientèles visées par Nemo sont principalement les municipalités, les complexes industriels, les aéroports et les parcs.

[8] Nemo n'a jamais détenu d'inscription à titre de courtier en valeurs auprès de l'Autorité ou de la Commission des valeurs mobilières du Québec et n'a jamais obtenu un visa ou une dispense de visa de prospectus de l'Autorité ou de la Commission depuis sa constitution.

[9] L'intimé Jacques Rancourt est l'un des principaux promoteurs de Nemo depuis l'année 2004, il est le deuxième actionnaire de Nemo avec ses 2 694 666 actions, soit 11,40 % des actions ordinaires en circulation de cette compagnie. Il a d'ailleurs déjà occupé la fonction de président de Nemo de 2005 à 2008. Il a démissionné de son poste de président à la demande de l'Autorité dans le cadre du processus de normalisation dont il sera question ci-après. Il n'a jamais détenu d'inscription à titre de courtier en valeurs auprès de l'Autorité.

[10] Guylain Pelletier est l'actuel président de Nemo et il est aussi le premier actionnaire de Nemo avec ses 3 556 358 actions, soit 15,09 % des actions ordinaires en circulation de cette compagnie. Il n'a jamais détenu d'inscription à titre de courtier en valeurs auprès de l'Autorité.

[11] Les intimés Michel Noreau et Michel Duquette sont des administrateurs de Nemo et ils n'ont jamais détenu d'inscription à titre de courtier en valeurs auprès de l'Autorité.

[12] La mise en cause Alternative Green Technologies Inc. (ci-après « *Green* ») est une compagnie publique américaine constituée au Nevada dont les titres se transigent sur le *Pink Sheets*; elle est mise en cause dans le présent dossier. En date du 2 juin 2010, le titre de Green clôturait à 0,035 \$ US. Au 31 mars 2009, Green a très peu d'actifs, soit 6 609 \$ US et un logiciel comptable. Le titre de Green a un faible volume de transactions.

[13] Les activités commerciales de Green sont toutes liées au développement de nouvelles technologies environnementales. Plus particulièrement, elle vise à acquérir des compagnies ayant une vision sociale équitable, qui sont économiquement viables et dédiées au développement durable.

⁵ L.R.C., c. C-44.

L'échec du processus de normalisation

[14] Du 8 mai 2006 au 20 juillet 2007, Nemo produisait, auprès de l'Autorité, 13 déclarations de placement avec dispenses, pour un total de 128 souscriptions, en acquittant les frais exigés.

[15] Le 5 juillet 2007, Nemo déposait un projet de prospectus dans le but d'obtenir un visa de l'Autorité. Vu le nombre élevé de dispenses invoquées par Nemo, la direction du financement des sociétés transmettait le dossier au Service des enquêtes le 8 janvier 2008 afin de vérifier si les dispenses rencontraient les exigences prévues au *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription*⁶ (ci-après « *Règlement 45-106* »).

[16] En mars 2008, l'Autorité acceptait d'analyser ce dossier en vue d'une normalisation à certaines conditions. Dans le cadre du traitement de ce dossier et dans le but d'assurer le respect de la législation en valeurs mobilières, le 10 mars 2008, l'Autorité faisait souscrire à Nemo ainsi qu'à ses dirigeants de l'époque, un engagement à « ... *cesser immédiatement toute activité, directement, indirectement ou via Internet, en vue d'effectuer une opération sur les valeurs de Nemo, notamment le placement au sens de l'article 5 de la Loi sur les valeurs mobilières [L.R.Q. c. V-1.1] des actions et de titres d'emprunt de Nemo* ».

[17] Or, au cours du processus de normalisation, Nemo informait l'Autorité qu'elle avait procédé à de nouveaux placements pour une somme de 140 900 \$ malgré son engagement du 10 mars 2008.

[18] Le 3 juillet 2008, l'Autorité, mettait Nemo en demeure de rembourser, aux investisseurs, ce montant illégalement perçu ou de procéder au dépôt de ces sommes dans un compte en fidéicommiss.

[19] Le 3 juillet 2008, Nemo, dans le cadre d'une conversation téléphonique avec Jacques Rancourt, informait l'Autorité qu'elle était dans l'impossibilité de procéder au remboursement de cette somme étant donné qu'elle l'avait déjà dépensée, à tout le moins en partie.

[20] Au surplus, le 4 juillet 2008, Nemo, par l'entremise d'une lettre de Jacques Rancourt, informait l'Autorité qu'elle contestait certaines des conditions proposées par l'Autorité pour normaliser le dossier.

[21] Étant donné ces développements, l'Autorité prenait la décision de mettre un terme au processus de normalisation et le 18 août 2008, l'Autorité informait Nemo qu'elle y mettait un terme. En conséquence, l'Autorité transférait officiellement le dossier aux enquêtes le 18 août 2008.

⁶ 2006 G.O. 2, 3111, tel qu'en vigueur au moment des faits.

L'enquête

[22] L'Autorité allègue que Nemo a contrevenu à la Loi en procédant illégalement aux placements de ses titres sans détenir un visa de prospectus ni d'inscription pour agir à titre de courtier en valeurs et sans bénéficier de dispense statutaire.

[23] En effet, l'enquête de l'Autorité en 2008 a permis de constater que 59 des actionnaires recrutés par Nemo, entre 2005 et 2007, ne satisfont pas aux critères régissant les dispenses de prospectus en vertu de la législation en valeurs mobilières applicable.

[24] Ces 59 actionnaires ont souscrit pour 1 028 121 \$ d'investissements illégaux auprès de Nemo. À titre d'exemple, un investisseur a acquis pour 14 500 \$ d'actions ordinaires de Nemo entre le 24 juin 2006 et le 25 janvier 2007. Cet investisseur avait été recruté par le mari de sa nièce, l'intimé Noreau. Il connaissait peu Noreau puisqu'il le rencontrait rarement.

[25] Ces investissements, contrairement aux prétentions de Nemo, ne pouvaient bénéficier de la dispense pour ami très proche ou de proche partenaire édictée à l'article 2.5 du *Règlement 45-106*. Ces placements de titres n'étant pas dispensés statutairement, Nemo et ses dirigeants ont contrevenu aux articles 11 et 148 de la Loi.

[26] En plus des 140 900 \$ perçus illégalement par Nemo suite à la souscription de son engagement envers l'Autorité, l'enquête de l'Autorité a aussi permis de découvrir que le 1^{er} février 2009, Nemo a fait souscrire à un autre investisseur un titre constatant un emprunt de 5 000 \$ en sa faveur.

[27] Nemo a donc ainsi contrevenu à l'article 195 (2) de la Loi qui édicte que constitue une infraction le fait de contrevenir à un engagement souscrit auprès de l'Autorité.

Motifs impérieux justifiant l'émission des ordonnances recherchées

[28] L'Autorité demande, pour la protection des épargnants et dans l'intérêt public, que le Bureau prononce *ex parte* des interdictions d'opération sur valeurs, des ordonnances de blocage ainsi qu'une ordonnance en vue d'assurer le respect des engagements souscrits à l'encontre des intimés pour les motifs impérieux qui suivent.

[29] Le 2 juin 2010, l'Autorité a été informée par un investisseur que Nemo a l'intention de vendre tous ses actifs, notamment les inventaires, les brevets, les marques de commerce, les équipements, ses dessins industriels et son savoir-faire à Green.

[30] Ainsi, selon l'avis de convocation à une assemblée extraordinaire des actionnaires de Nemo, la décision de vendre tous les actifs de Nemo aurait été ratifiée par le conseil d'administration le 14 mai 2010. Selon l'avis du 26 mai 2010, une assemblée extraordinaire des actionnaires de Nemo se tiendra le 17 juin 2010 pour approuver cette vente d'entreprise à Green.

[31] En échange de ses actifs, Nemo recevra 80 millions d'actions ordinaires de Green ainsi qu'une somme de 5 000 000 \$ US garantie par une obligation hypothécaire ou des débetures convertissables en actions de Green.

[32] En d'autres mots, les investisseurs de Nemo risquent de voir leur gage commun transféré à une compagnie américaine. De plus, la contrepartie soit les actions de Green et un engagement à verser éventuellement une somme de 5 000 000 \$ US représente, à ce stade-ci, un risque potentiel pour les investisseurs impliqués dans cette transaction. En effet, bien que les 80 millions d'actions de Green représentent une valeur de 2 800 000 \$ US, ce titre est difficilement monnayable à court et à moyen terme.

[33] Quant à la somme de 5 000 000 \$ US à être versée éventuellement à Nemo, cette somme est pour l'instant intangible et repose sur des garanties dont l'Autorité ignore la qualité. En effet, la valeur de cette garantie proposée par Green n'est pas appuyée par les états financiers de celle-ci. Au regard de ces informations partielles, les actionnaires de Nemo ne pourront prendre une décision éclairée le 17 juin 2010.

[34] De surcroît, le 4 juin 2010, un investisseur a informé l'Autorité que Rancourt et Pelletier sollicitaient les actionnaires de Nemo afin qu'ils signent une procuration en faveur de cette vente d'entreprise.

[35] Étant donné cette situation, l'Autorité soumet que le Bureau devrait intervenir immédiatement pour sécuriser les actifs des investisseurs impliqués dans cette compagnie en plus d'interdire aux intimés toute opération sur les valeurs mobilières de Nemo ou de Green.

L'AUDIENCE

[36] L'audience *ex parte* s'est tenue le 11 juin 2010 au siège du Bureau. Le procureur de l'Autorité a fait entendre deux enquêteurs de cet organisme qui ont témoigné de tous les faits de la demande, tels qu'ils sont décrits plus haut dans la présente décision. Il a également déposé les pièces à l'appui des allégations de cette demande. Le Bureau reprend ici certains faits que les enquêteurs ont mentionnés lors de l'audience.

[37] En 2008, il y avait 59 actionnaires, pour une souscription d'environ 1 million de dollars, qui ne respectaient pas les dispenses d'ami très proche ou de proche partenaire et présentement, l'enquête de l'Autorité a permis d'identifier 167 investisseurs, pour 328 souscriptions d'actions, pour un montant de 4,1 millions de dollars d'investissements; ce qui représente 35 millions des titres de Nemo.

[38] L'Autorité a interrogé 28 investisseurs et 28 investisseurs ont reçu un questionnaire de l'Autorité sur les 167 identifiés. La majorité des souscriptions pour ces 56 investisseurs ne satisfont pas les critères des dispenses, selon les questionnaires transmis et les interrogatoires effectuées. L'enquête de l'Autorité se poursuit et l'Autorité est en attente de recevoir des pièces justificatives de la part d'investisseurs.

[39] Un investisseur rencontré par l'Autorité a mentionné que lorsqu'il a été sollicité par M. Noreau pour acquérir des actions de Nemo, ce dernier lui aurait dit que les titres de Nemo seraient sous peu cotés à la bourse. À ce moment, M. Noreau n'était pas administrateur de Nemo.

[40] C'est dans le cadre d'une conversation téléphonique tenue le 3 juillet 2008 entre un procureur de l'Autorité et M. Rancourt, que l'Autorité a appris que des placements avaient été effectués après l'engagement souscrit par Nemo et ses dirigeants le 10 mars 2008.

[41] En bref, selon les informations recueillies dans le cadre de l'enquête chacun des intimés aurait effectué le placement des titres de Nemo auprès d'investisseurs, sans détenir d'inscription à titre de courtier en valeurs auprès de l'Autorité et sans visa de prospectus et sans dispense statutaire.

[42] De plus, selon les informations concernant Green apparaissant sur le site Internet www.octmarkets.com, il y aurait 35 millions d'actions en circulation de Green et le flottant serait seulement de 949 actions et il y aurait 341 actionnaires en date du 2 janvier 2009.

[43] Il appert des états financiers non vérifiés au 31 mars 2009 de Green que les actifs totaux de l'entreprise sont de 6 609 \$ US. L'enquêteur note que selon le site Internet www.otcmarkets.com un symbole apparaît quant aux titres d'Alternative Green Technologies inc. et ce symbole a la signification suivante :

« Indicates companies that are not able or willing to provide disclosure to the public markets - either to a regulator, an exchange or Pink Sheets. Companies in this category do not make Current Information available via Pink Sheets News Service, or if they do, the available information is older than six months. This category includes defunct companies that have ceased operations as well as 'dark' companies with questionable management and market disclosure practices. Publicly traded companies that are not willing to provide information to investors should be treated with suspicion and their securities should be considered highly risky. »

[44] L'enquêteur souligne qu'au 31 mars 2009, selon les informations qui sont à la disposition de l'Autorité, les actifs de la société Green semblent insuffisants pour garantir la balance du prix de vente soit 5 millions de dollars US. De plus, d'après les états financiers non vérifiés au 31 mars 2009, à l'avoir des actionnaires il y a un déficit accumulé de 23 millions de dollars US. L'enquêteur a attiré l'attention du tribunal sur la note 1 des états financiers non vérifiés qui énonce ce qui suit :

« The Company's liabilities exceed its current assets, and have incurred losses in all of the three periods presented.

These conditions raise substantial doubt as to the Company's ability to continue as a going concern. »

[45] L'Autorité a soulevé dans sa demande les motifs impérieux justifiant que la décision soit prononcée *ex parte*, tels que susmentionnés. Le procureur de l'Autorité les a réitérés en cours d'argumentation.

[46] Enfin, il a demandé à ce que la décision du Bureau soit déposée au greffe de la Cour supérieure conformément à l'article 115.12 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*⁷. Il a également demandé à ce que le Bureau prononce une ordonnance de huis clos pour une période de 60 jours. Il a aussi apporté un amendement à sa requête afin d'y ajouter la mise en cause Alternative Green Technologies inc.

L'ANALYSE

[47] Le Bureau a pris connaissance de la preuve de l'Autorité selon laquelle les intimés auraient effectué le placement d'une forme d'investissement assujettie à la *Loi sur les valeurs mobilières*, soit des actions visées par le paragraphe 1 de l'article 1 de la Loi, et ce, sans inscription à titre de courtier et sans détenir de prospectus visé.

[48] Il appert de la preuve présentée lors de l'audience *ex parte*, que les intimés auraient exercé des activités de courtier, telles que définies à l'article 5 de la Loi, en effectuant notamment le placement auprès d'investisseurs des actions de Nemo, et ce, sans détenir d'inscription à titre de courtier, tel que prescrit par l'article 148 de la Loi.

[49] L'Autorité allègue également que Nemo aurait procédé à des placements auprès de nombreux investisseurs sans détenir de visa de prospectus et sans pouvoir bénéficier de dispenses de prospectus en vertu du Règlement 45-106, tel qu'en vigueur au moment des faits.

[50] Par ailleurs, des placements des titres de Nemo auraient été effectués alors que Nemo et ses dirigeants auraient souscrit un engagement auprès de l'Autorité à l'effet de cesser toute activité en vue d'effectuer une opération sur valeurs sur les titres de Nemo.

[51] Le Bureau est donc satisfait de la preuve présentée voulant que les intimés auraient exercé des activités de courtier⁸, sans détenir l'inscription requise par l'article 148 de la Loi. De plus, les placements qui seraient effectués n'auraient pas fait l'objet d'un prospectus visé par l'Autorité, tel que requis par l'article 11 de la Loi.

[52] Le Bureau souligne que le bon fonctionnement du marché des valeurs mobilières est basé sur la confiance des investisseurs à l'endroit des intervenants du secteur financier, sur une information fiable, exacte et complète à leur égard et quant aux produits offerts et sur la protection du public. Le Bureau rappelle le passage suivant d'une décision du Bureau dans l'affaire *Autorité des marchés financiers c. United Environmental Energy Corporation*⁹ :

⁷ Précitée, note 2.

⁸ Précitée, note 1, art. 5 définitions.

⁹ 2007 QCBDRVM 40.

« L'article 11 de la *Loi sur les valeurs mobilières* est un article fondamental de la *Loi sur les valeurs mobilières*; il vise à protéger le public investisseur en exigeant la divulgation claire, complète et honnête de tous les faits importants aux valeurs mobilières émises. »¹⁰

[53] Dans l'optique de pourvoir à la protection des investisseurs et à l'intégrité des marchés financiers, il est prévu à l'article 265 de la Loi que le Bureau peut interdire à une personne toute activité en vue d'effectuer une opération sur valeurs.

[54] De plus, l'article 249 de la Loi prévoit que l'Autorité peut demander au Bureau de prononcer une décision à l'effet d'ordonner à une personne qui fait ou ferait l'objet d'une enquête de ne pas se départir de fonds, titres ou autres biens qu'elle a en sa possession¹¹. De même, le Bureau peut rendre une ordonnance à l'encontre d'une personne qui fait ou ferait l'objet d'une enquête afin qu'elle ne puisse pas retirer de fonds, titres ou autres biens des mains d'une autre personne qui les a en dépôt ou qui en a la garde ou le contrôle¹². Enfin, le Bureau peut ordonner à toute personne de ne pas se départir des fonds, titres ou autres biens dont il a le dépôt ou qui en a la garde ou le contrôle¹³.

[55] Le Bureau rappelle que l'un des objectifs des ordonnances de blocage et d'interdiction d'opération sur valeurs est de protéger les épargnants. Le Bureau souligne le passage suivant de la décision qu'il a prononcée dans le dossier *Georges Métivier*¹⁴, concernant l'importance des professionnels pour un encadrement efficace des marchés et la protection des investisseurs et pour bien comprendre le but de la législation sur les valeurs mobilières :

« Le marché des valeurs mobilières est basé sur la confiance des investisseurs vis-à-vis des bourses, des firmes et des organismes de réglementation ou d'autoréglementation. La première ligne de défense des marchés financiers repose cependant sur l'intégrité des professionnels agissant auprès des investisseurs. L'honorable juge Iacobucci de la Cour suprême rappelait ainsi, dans l'arrêt *Pezim c. Colombie-Britannique (Superintendent of Brokers)*, l'importance de l'encadrement des personnes inscrites au sein de la structure réglementaire de l'industrie des valeurs mobilières au Canada :

« Comme je l'ai déjà mentionné, les lois sur les valeurs mobilières visent avant tout à protéger le public investisseur. Dans l'arrêt (*Brosseau*), notre Cour a reconnu l'importance de cet objectif lorsqu'il faut procéder à l'examen de décisions prises par des commissions des valeurs mobilières; le juge L'Heureux-Dubé, s'exprimant au nom de notre Cour, dit, à la p. 314:

¹⁰ *Id.*

¹¹ Précitée, note 1, art. 249 (1°).

¹² *Id.*, art. 249 (2°).

¹³ *Id.*, art. 249 (3°).

¹⁴ *Georges Métivier c. Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières*, 4 mars 2005, Vol. 2, n° 9, BAMF – Section information générale, 76 pages.

D'une manière générale, on peut dire que les lois sur les valeurs mobilières visent à réglementer le marché et à protéger le public. Cette Cour a reconnu ce rôle dans l'arrêt *Gregory & Co. v. Quebec Securities Commission*, [1961] R.C.S. 584, dans lequel le juge Fauteux a fait remarquer à la p. 588:

[TRADUCTION] L'objet prépondérant de la loi est d'assurer que les personnes qui, dans la province, exercent le commerce des valeurs mobilières ou qui agissent comme conseillers en placement, sont honnêtes et de bonne réputation et, ainsi, de protéger le public, dans la province ou ailleurs, contre toute fraude consécutive à certaines activités amorcées dans la province par des personnes qui y exercent ce commerce.

Ce rôle protecteur, qui est commun à toutes les commissions des valeurs mobilières, donne à ces organismes un caractère particulier qui doit être reconnu lorsqu'on examine la manière dont leurs fonctions sont exercées aux termes des lois qui leur sont applicables. »¹⁵ [Références omises]

[56] L'article 115.9 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers* prévoit que le Bureau peut prononcer une décision sans que ne soit entendu l'intimé, en cas de présence d'un motif impérieux. Ce pouvoir de rendre une ordonnance affectant les droits d'une partie sans lui donner l'occasion de se faire entendre d'abord doit s'interpréter en tenant compte des objectifs sous-tendant la réglementation sur les valeurs mobilières soit : la protection du public investisseur, la confiance du public envers l'intégrité des marchés financiers, la mise en place de mesures de contrôle efficaces pour les marchés financiers et l'accès à une information fiable, exacte et complète sur les produits offerts et les intervenants des marchés¹⁶.

[57] Le Bureau a révisé la preuve présentée par l'Autorité. Il est particulièrement inquiet des allégations et des faits suivants présentés par l'Autorité :

- Les intimés auraient effectué des placements des titres de Nemo sans visa de prospectus et sans inscription auprès de l'Autorité à titre de courtier, tel que requis par les articles 11 et 148 de la Loi;
- On aurait laissé sous-entendre à un investisseur que les titres de Nemo seraient inscrits à la cote d'une bourse;
- Plusieurs millions de dollars auraient ainsi été recueillis par Nemo auprès de plusieurs investisseurs. L'enquête de l'Autorité aurait permis d'identifier 167 investisseurs, pour 328 souscriptions d'actions, pour un montant de 4,1 millions de dollars d'investissements; ce qui représente 35 millions des titres de Nemo;

¹⁵ *Id.*, 30-31.

¹⁶ Voir les missions et fonctions de l'Autorité des marchés financiers en vertu des articles 4 et 8 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, précitée, note 2 et de l'article 276 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, précitée, note 1.

- En 2008, il y aurait 59 actionnaires, pour une souscription d'environ 1 million de dollars, qui ne respecteraient pas les dispenses d'ami très proche ou de proche partenaire. L'enquête de l'Autorité aurait permis de constater que plusieurs autres investisseurs ne satisferaient pas aux critères des dispenses;
- Nemo et ses dirigeants n'auraient pas respecté un engagement souscrit auprès de l'Autorité à l'effet de cesser le placement des valeurs mobilières de Nemo;
- Alors que des placements auraient été effectués en contravention avec la réglementation applicable, la société Nemo serait en processus pour effectuer la vente de tous ses actifs à une compagnie américaine pour laquelle l'Autorité remet en doute ses assises financières pour supporter une telle transaction;
- Au 31 mars 2009, Green a très peu d'actifs, soit 6 609 \$ US et un logiciel comptable. Le titre de Green a un faible volume de transactions;
- Les actionnaires, à qui le conseil d'administration de Nemo demande d'approuver la vente de tous ses actifs lors d'une assemblée extraordinaire qui se tiendra le 17 juin prochain, ne disposeraient pas de toute l'information nécessaire pour prendre une décision éclairée;
- Certains dirigeants de Nemo effectueraient de la sollicitation de procuration auprès d'actionnaires afin d'obtenir leur accord sur la vente des actifs, alors que les actionnaires n'auraient pas toute l'information pour prendre une décision éclairée.

[58] Le Bureau note qu'en l'espèce une décision rendue *ex parte* est nécessaire notamment pour assurer la protection des investisseurs ainsi que l'accès à une information fiable et complète sur la transaction avancée par le conseil d'administration de Nemo.

[59] Par conséquent, en vertu de l'article 115.9 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, le Bureau estime qu'il existe un motif impérieux de prononcer à l'encontre des intimés une ordonnance de blocage et d'interdiction d'opération sur valeurs.

Demande de huis clos

[60] La demande de l'Autorité contient une conclusion visant à obtenir une ordonnance de huis clos pour une durée de 60 jours. Le Bureau considère que la publicité des débats est la règle et que la non-publication des décisions et des débats en est l'exception. Cette exception ne peut être prononcée, selon la Cour suprême¹⁷, que si la publication créait un résultat inéquitable, en l'absence d'autres mesures possibles pour

¹⁷ *Dagenais c. Société Radio-Canada*, [1994] 3 R.C.S. 835, par. 73.

éviter ce risque. Les impacts d'une non-publication doivent être plus bénéfiques que les effets préjudiciables subis par ceux qui ne peuvent profiter d'une divulgation¹⁸.

[61] Le Bureau a eu l'occasion de se prononcer en cette matière de la manière suivante :

« Aux yeux du Bureau, en matière de valeurs mobilières, la transparence est la règle. Cela signifie que la tenue d'une audience et la décision qui en résulte doivent être exposées en plein soleil. « *Sunshine is the best policeman* » dit l'expression en droit des valeurs mobilières. Il faut toujours se souvenir que le droit financier est en très grande partie fondé sur l'information, une information qui est à la fois complète et dont la diffusion doit atteindre les destinataires qui en ont besoin pour prendre une décision d'investissement éclairée. »¹⁹

[62] Le procureur de l'Autorité n'a pas convaincu le tribunal du bien-fondé de sa demande de huis clos et le Bureau estime que l'intérêt public milite en faveur de la publicité de la présente décision, afin d'informer le public des faits présentés en l'espèce et en vue d'assurer la protection des investisseurs. Le tribunal note par ailleurs que l'opération projetée est déjà connue de la part de plusieurs investisseurs.

Demande de dépôt de la décision au greffe de la Cour supérieure

[63] Enfin, le Bureau a pris connaissance de la demande de l'Autorité visant à obtenir le dépôt de la décision au greffe de la Cour supérieure en vertu de l'article 115.12 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*. À la présente étape *ex parte*, l'Autorité n'a pu faire la preuve qu'il serait impératif d'effectuer un tel dépôt de la décision. Par conséquent, le Bureau refuse, à cette étape, la demande de l'Autorité à cet égard.

LA DÉCISION

[64] Après avoir pris connaissance de la demande de l'Autorité, de la preuve présentée par cette dernière au cours de l'audience du 11 juin 2010 et après avoir analysé cette preuve à la lumière du droit applicable, le Bureau, en vertu des articles 249 et 265 de la *Loi sur les valeurs mobilières*²⁰ et des articles 93 et 115.9 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*²¹ prononce les ordonnances suivantes :

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ *Autorité des marchés financiers c. 9095-0049 Québec inc. (ICC Capital Management)*, 2009 QCBDRVM 45, par. 20.

²⁰ Précitée, note 1.

²¹ Précitée, note 2.

1) ORDONNANCE DE BLOCAGE EN VERTU DE L'ARTICLE 249 DE LA LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES ET DES ARTICLES 93 ET 115.9 DE LA LOI SUR L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS :

ORDONNE à Véhicules Nemo inc. de ne pas se départir de fonds, titres ou autres biens, notamment ses inventaires, ses brevets, ses marques de commerce, ses équipements, ses dessins industriels et son savoir-faire, qu'elle a en sa possession et de ne pas retirer ou s'approprier des fonds, titres ou autres biens des mains d'une autre personne qui les a en dépôt ou qui en a la garde ou le contrôle;

ORDONNE à Guylain Pelletier, Jacques Rancourt, Michel Noreau et Michel Duquette de ne pas autoriser la vente des actifs de Véhicules Nemo inc., notamment les inventaires, les brevets, les marques de commerce, les équipements, ses dessins industriels et son savoir-faire, à Alternative Green Technologies inc.;

ORDONNE à Guylain Pelletier, Jacques Rancourt, Michel Noreau et Michel Duquette de ne pas retirer de fonds dans les comptes appartenant à Véhicules Nemo inc.;

2) INTERDICTION D'OPÉRATION SUR VALEURS EN VERTU DE L'ARTICLE 265 DE LA LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES ET DES ARTICLES 93 ET 115.9 DE LA LOI SUR L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS :

INTERDIT à Véhicules Nemo inc., Guylain Pelletier, Jacques Rancourt, Michel Noreau et Michel Duquette toute activité en vue d'effectuer, directement, indirectement ou via Internet, toute opération sur valeurs sur toutes formes d'investissement visées à la *Loi sur les valeurs mobilières* portant sur les titres de Véhicules Nemo inc. et ceux d'Alternative Green Technologies inc.;

[65] En application du second alinéa de l'article 115.9 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, le Bureau informe les intimés qu'ils ont une période de quinze jours pour demander au Bureau de tenir une audience relative à la présente décision. Celle-ci se tiendra alors dans la salle d'audience *Paul Fortugno* qui est située au 500, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 16.40, à Montréal (Québec).

[66] Il appartient alors aux intimés de communiquer avec le Secrétariat du Bureau, au 1-877-873-2211, afin d'informer le Bureau qu'ils entendent exercer leur droit d'être entendus.

[67] Les intimés sont aussi invités à prendre note qu'une partie a le droit de se faire représenter par un avocat²². Le Bureau informe également les personnes morales et les entités désirant être entendues dans le cadre du présent dossier qu'elles sont tenues de se faire représenter par avocat au cours d'une audience devant le Bureau²³.

[68] L'ordonnance d'interdiction d'opération sur valeurs entre en vigueur à la date à laquelle elle est prononcée et elle le restera jusqu'à ce qu'elle soit modifiée ou abrogée.

[69] Conformément au premier alinéa de l'article 250 de la *Loi sur les valeurs mobilières*²⁴, l'ordonnance de blocage entre en vigueur à la date à laquelle elle est prononcée et le restera pour une période de 120 jours, à moins qu'elle ne soit modifiée ou abrogée avant l'échéance de ce terme.

Fait à Montréal, le 16 juin 2010.

(S) *Alain Gélinas*

M^e Alain Gélinas, président

²² Précité, note 3, art. 31.

²³ *Id.*, art. 32.

²⁴ Précitée, note 1.

BUREAU DE DÉCISION ET DE RÉVISION

PROVINCE DE QUÉBEC
MONTRÉAL
DOSSIER N°

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS,
personne morale légalement constituée, ayant son
siège social au 2640, boulevard Laurier, 3^{ième} étage,
à Québec, dans le district de Québec, G1V 5C1

DEMANDERESSE

c.

VÉHICULES NEMO INC., personne morale
légalement constituée ayant son siège social au
5574, boulevard des Rossignols à Laval, district
judiciaire de Laval, H7L 5W6

et

GUYLAIN PELLETIER, résidant au 138,
Maisonneuve, appartement 601 à Québec, district
judiciaire de Québec, G1R 2C3

et

JACQUES RANCOURT, résidant au 570, 77^e rue à
Saint-George-de-Beauce, district judiciaire de
Beauce, G6A 1A6

et

MICHEL NOREAU, résidant au 960, route 138 à
Neuville, district judiciaire de Québec, G0A 2R0

et

MICHEL DUQUETTE, résidant au 17, rue du Dr.
Bourgeois à Saint-Eustache, district de Terrebonne,
J7R 7C3

INTIMÉS

Demande de l'Autorité des marchés financiers en vertu des articles 93, 94, 115.9 et 115.12 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2 et des articles 249 et 265 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1.

L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS SOUMET RESPECTUEUSEMENT AU BUREAU DE DÉCISION ET DE RÉVISION CE QUI SUIT :

1- Les parties

Véhicules Nemo inc.

1. L'Intimée Véhicules Nemo inc., ci-après « Nemo », est une personne morale constituée en 2000 en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions*, L.R.C., c. C-44;
2. Nemo a pour activité le développement et la commercialisation de camions électriques utilitaires dont la fabrication s'effectue à partir de matériaux entièrement recyclable;
3. Les clientèles visées par Nemo sont principalement les municipalités, les complexes industriels, les aéroports et les parcs;
4. Nemo n'a jamais détenu d'inscription à titre de courtier en valeurs auprès de l'Autorité des marchés financiers, ci-après l'« Autorité » ou de la Commission des valeurs mobilières du Québec, ci-après la « Commission »;
5. Nemo n'a jamais obtenu un visa ou une dispense de visa de prospectus de l'Autorité ou de la Commission depuis sa constitution;

Jacques Rancourt

6. L'Intimé Jacques Rancourt, ci-après « Rancourt », est l'un des principaux promoteurs de Nemo depuis l'année 2004;
7. Rancourt est le deuxième actionnaire de Nemo avec ses 2 694 666 actions, soit 11,40 % des actions ordinaires en circulation de cette compagnie;
8. Il a d'ailleurs déjà occupé la fonction de président de Nemo de 2005 à 2008;
9. Rancourt a démissionné de son poste de président à la demande de l'Autorité dans le cadre du processus de normalisation dont il sera question ci-après;
10. Rancourt n'a jamais détenu d'inscription à titre de courtier en valeurs auprès de l'Autorité;

Guylain Pelletier

11. L'intimé Guylain Pelletier, ci-après « Pelletier », est l'actuel président de Nemo;
12. Il est aussi le premier actionnaire de Nemo avec ses 3 556 358 actions, soit 15,09 % des actions ordinaires en circulation de cette compagnie;
13. Pelletier n'a jamais détenu d'inscription à titre de courtier en valeurs auprès de l'Autorité;

Michel Noreau

14. L'intimé Michel Noreau, ci-après « Noreau », est l'un des administrateurs de Nemo;
15. Noreau n'a jamais détenu d'inscription à titre de courtier en valeurs auprès de l'Autorité;

Michel Duquette

16. L'intimé Michel Duquette, ci-après « Duquette », est l'un des administrateurs de Nemo;
17. Duquette n'a jamais détenu d'inscription à titre de courtier en valeurs auprès de l'Autorité;

Alternative Green Technologies Inc.

18. Alternative Green Technologies inc., ci-après « Green », est une compagnie publique américaine constituée au Nevada dont les titres se transigent sur le *Pink Sheets*;
19. En date du 2 juin 2010, le titre de Green clôturait à 0,035 \$ USD;
20. Au 31 mars 2009, Green a très peu d'actifs, soit 6 609,00 \$ USD et un logiciel comptable;
21. Le titre de Green a un faible volume de transactions;
22. Les activités commerciales de Green sont toutes liées au développement de nouvelles technologies environnementales;
23. Plus particulièrement, elle vise à acquérir des compagnies ayant une vision sociale équitable, qui sont économiquement viables et dédiées au développement durable;
24. Les administrateurs de Green sont Mitchell Sacks, président du CA et Mitchell Segal, président de la société;

2- L'échec du processus de normalisation

25. Du 8 mai 2006 au 20 juillet 2007, Nemo produisait, auprès de l'Autorité, 13 déclarations de placement avec dispenses, pour un total de 128 souscriptions, en acquittant les frais exigés;
26. Le 5 juillet 2007, Nemo déposait un projet de prospectus sous le n° de SEDAR 1126109 dans le but d'obtenir un visa de l'Autorité;
27. Vu le nombre élevé de dispenses invoquées par Nemo, la direction du financement des sociétés transmettait le dossier au Service des enquêtes le 8 janvier 2008 afin de vérifier si les dispenses rencontraient les exigences prévues au *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription*, R.R.Q., c. V-1.1, r.0.1.001.1 (ci-après « Règlement 45-106 »);
28. En mars 2008, l'Autorité acceptait d'analyser ce dossier en vu d'une normalisation à certaines conditions ;
29. Dans le cadre du traitement de ce dossier en vu d'une possible normalisation et dans le but d'assurer le respect de la législation en valeurs mobilières, le 10 mars 2008, l'Autorité faisait souscrire à Nemo ainsi qu'à ses dirigeants de l'époque, un engagement à « ... *cesser immédiatement toute activité, directement, indirectement ou via Internet, en vue d'effectuer une opération sur les valeurs de Nemo, notamment le placement au sens de l'article 5 de la Loi sur les valeurs mobilières, L.R.Q. c. V-1.1* (ci-après la « LVM ») *des actions et de titres d'emprunt de Nemo* »;
30. Or, au cours du processus de normalisation, Nemo informait l'Autorité qu'elle avait procédé à de nouveaux placements pour une somme de cent quarante mille neuf cent dollars (140 900,00 \$) malgré son engagement du 10 mars 2008;
31. Le 3 juillet 2008, l'Autorité, mettait Nemo en demeure de rembourser, aux investisseurs, ce montant de cent quarante mille neuf cent dollars (140 900,00 \$) illégalement perçu ou de procéder au dépôt de ces sommes dans un compte en fidéicommiss;
32. Le 3 juillet 2008, Nemo, dans le cadre d'une conversation téléphonique avec Jacques Rancourt, informait l'Autorité qu'elle était dans l'impossibilité de procéder au remboursement de cette somme étant donné qu'elle l'avait déjà dépensée, à tout le moins en partie;
33. Au surplus, le 4 juillet 2008, Nemo, par l'entremise d'une lettre de Jacques Rancourt, informait l'Autorité qu'elle contestait certaines des conditions proposées par l'Autorité pour normaliser le dossier;
34. Étant donné ces développements, l'Autorité prenait la décision de mettre un terme au processus de normalisation;

35. Le 18 août 2008, étant donné ces développements, l'Autorité informait Nemo qu'elle mettait un terme au processus de normalisation offert;
36. En conséquence, l'Autorité transférait officiellement le dossier aux enquêtes le 18 août 2008;

L'enquête : les contraventions à la *Loi sur les valeurs mobilières*

37. Tel que ci-haut souligné, Nemo a contrevenu à la LVM en procédant illégalement aux placements de ses titres sans détenir un visa de prospectus ni d'inscription pour agir à titre de courtier en valeurs et sans bénéficier de dispense statutaire;
38. En effet, l'enquête de l'Autorité en 2008 a démontré que 59 des actionnaires recrutés par Nemo, entre 2005 et 2007, ne satisfaisaient pas aux critères régissant les dispenses de prospectus en vertu de la législation en valeurs mobilières applicable;
39. Ces 59 actionnaires ont souscrit pour un million vingt-huit mille cent vingt et un dollars (1 028 121,00 \$) d'investissements illégaux auprès de Nemo;
40. À titre d'exemple, un investisseur a acquis pour quatorze mille cinq cent dollars (14 500,00 \$) d'actions ordinaires de Nemo entre le 24 juin 2006 et le 25 janvier 2007;
41. Cet investisseur avait été recruté par le mari de sa nièce, l'Intimé Noreau;
42. Il connaissait peu Noreau puisqu'il le rencontrait rarement;
43. Ces investissements, contrairement aux prétentions de Nemo, ne pouvaient bénéficier de la dispense pour ami très proche ou de proche partenaire édictée à l'article 2.5 du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription*, R.R.Q., c. V-1.1, r.0.1.001.1;
44. Ces placements de titres n'étant pas dispensés statutairement, Nemo et ses dirigeants ont contrevenu aux articles 11 et 148 de la LVM;
45. En plus des cent quarante mille neuf cent dollars (140 900,00 \$) perçus illégalement par Nemo suite à la souscription de son engagement envers l'Autorité, tel que ci-avant souligné, l'enquête de l'Autorité a aussi permis de découvrir que le 1^{er} février 2009, Nemo a fait souscrire à un autre investisseur un titre constatant un emprunt de cinq mille dollars (5 000,00 \$) en sa faveur;
46. Nemo a donc ainsi contrevenu à l'article 195 (2) de la LVM qui édicte que constitue une infraction le fait de contrevenir à un engagement souscrit auprès de l'Autorité;

Motif impérieux justifiant l'émission des ordonnances recherchées

47. L'Autorité demande, pour la protection des épargnants et dans l'intérêt public, que le Bureau de décision et de révision, ci-après « le Bureau », prononce des interdictions d'opération sur valeurs, des ordonnances de blocage ainsi qu'une ordonnance en vue d'assurer le respect des engagements souscrits à l'encontre des intimés de manière *ex parte* pour les motifs impérieux qui seront exposés ci-après;
48. Le 2 juin 2010, l'Autorité a été informée par un investisseur que Nemo a l'intention de vendre tous ses actifs, notamment les inventaires, les brevets, les marques de commerce, les équipements, ses dessins industriels et son savoir faire à Green;
49. Ainsi, selon l'avis de convocation à une assemblée extraordinaire des actionnaires de Nemo, la décision de vendre tous les actifs de Nemo aurait été ratifiée par le conseil d'administration le 14 mai 2010;
50. Selon l'avis du 26 mai 2010, une assemblée extraordinaire des actionnaires de Nemo se tiendra le 17 juin 2010 pour approuver cette vente d'entreprise à Green;
51. En échange de ses actifs, Nemo recevra 80 000 000 d'actions ordinaires de Green ainsi qu'une somme de cinq millions de dollars USD (5 000 000,00 \$ USD) garantie par une obligation hypothécaire ou des débetures convertissables en actions de Green;
52. En d'autres mots, les investisseurs de Nemo risquent de voir leur gage commun transféré à une compagnie américaine;
53. De plus, la contrepartie, soit les actions de Green et un engagement à verser éventuellement une somme de cinq millions de dollars USD (5 000 000,00 \$ USD), représente, à ce stade-ci, un risque potentiel pour les investisseurs impliqués dans cette transaction;
54. En effet, bien que les 80 000 000 d'actions de Green représentent une valeur de deux millions huit cent mille dollars USD (2 800 000 \$ USD), ce titre est difficilement monnayable à court et à moyen terme;
55. Quant aux cinq millions de dollars USD (5 000 000,00 \$ USD) à être versés éventuellement à Nemo, cette somme est pour l'instant intangible et repose sur des garanties dont on ignore la qualité;
56. En effet, la valeur de cette garantie proposée par Green n'est pas appuyée par les états financiers de celle-ci;
57. Au regard de ces informations partielles, les actionnaires de Nemo ne pourront prendre une décision éclairée le 17 juin 2010;
58. De surcroît, le 4 juin 2010, un investisseur a informé l'Autorité que Rancourt et Pelletier sollicitaient les actionnaires de Nemo afin qu'ils signent une procuration en faveur de cette vente d'entreprise;

59. Étant donné cette situation, l'Autorité soumet que le Bureau devrait intervenir immédiatement pour sécuriser les actifs des investisseurs impliqués dans cette compagnie en plus d'interdire aux intimés toute opération sur les valeurs mobilières de Nemo ou de Green;
60. Pour ces motifs, il est impérieux que le Bureau prononce une décision sans audition préalable conformément à l'article 115.9 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*.

PAR CONSÉQUENT, l'Autorité des marchés financiers demande au Bureau de décision et de révision:

1. **Par interdiction d'opérations sur valeurs rendue en vertu de l'article 93 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers* et de l'article 265 de la *Loi sur les valeurs mobilières* :**

INTERDIRE à Véhicules Nemo inc., Guylain Pelletier, Jacques Rancourt, Michel Noreau et Michel Duquette toute activité en vue d'effectuer, directement, indirectement ou via Internet, toute opération sur valeurs sur toutes formes d'investissement de la *Loi sur les valeurs mobilières*, notamment sur les titres de Véhicules Nemo inc. et ceux d'Alternative Green Technologies inc.;

2. **Par ordonnance de blocage rendue en vertu de l'article 93 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers* et de l'article 249 de la *Loi sur les valeurs mobilières* :**

ORDONNER à Véhicules Nemo inc. de ne pas se départir de fonds, titres ou autres biens, notamment ses inventaires, ses brevets, ses marques de commerce, ses équipements, ses dessins industriels et son savoir-faire, qu'elle a en sa possession et de ne pas retirer ou s'approprier des fonds, titres ou autres biens des mains d'une autre personne qui les a en dépôt ou qui en a la garde ou le contrôle;

ORDONNER à Guylain Pelletier, Jacques Rancourt, Michel Noreau et Michel Duquette de ne pas autoriser la vente des actifs de Véhicules Nemo inc., notamment les inventaires, les brevets, les marques de commerce, les équipements, ses dessins industriels et son savoir-faire, à Alternative Green

ORDONNER à Guylain Pelletier, Jacques Rancourt, Michel Noreau et Michel Duquette de ne pas retirer de fonds dans les comptes appartenant à Véhicules Nemo inc.;

3. En vertu des dispositions de l'article 94 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers* :

PRENDRE toute autre mesure propre à assurer le respect des dispositions de la *Loi sur les valeurs mobilières* et les engagements souscrits auprès de l'Autorité des marchés financiers, notamment :

ORDONNER à Véhicules Nemo inc., Guylain Pelletier et Jacques Rancourt de se conformer à l'engagement souscrit auprès de l'Autorité des marchés financiers en date du 10 mars 2008;

4. En vertu de l'article 115.12 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers* :

DÉPOSER au bureau du greffier de la Cour supérieure des districts de Laval, Québec, Terrebonne et Beauce une copie authentique du jugement à être rendu sur les présentes;

5. En vertu de l'article 115.9 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers* :

DÉCLARER que la décision du Bureau de décision et de révision entre en vigueur sans audition préalable et de donner aux parties l'occasion de se faire entendre dans un délai de quinze (15) jours, et;

6. En vertu de l'article 59 du *Règlement sur les règles de procédure du Bureau de décision et de révision* :

ORDONNER le huis clos pour un délai de 60 jours;

Fait à Montréal, le 11 juin 2010

(S) Girard et al.

Girard et al
Procureurs de la demanderesse

AFFIDAVIT

Je, soussignée, Magali Lambinet, enquêteur, exerçant au 800, square Victoria, 22^{ième} étage, dans la ville et le district de Montréal, affirme solennellement ce qui suit :

1. Je suis enquêteur à l'Autorité des marchés financiers;
2. Je suis enquêteur dans le dossier de Véhicules Nemo inc. et
3. Tous les faits allégués à la présente demande d'interdictions d'opérations sur valeurs, ordonnances de blocage et ordonnance en vue d'assurer le respect des engagements souscrits envers l'Autorité sont vrais.

EN FOI DE QUOI, J'AI SIGNÉ À MONTRÉAL,
ce 11 juin 2010

(S) Magali Lambinet

Magali Lambinet, enquêteur

Affirmé solennellement devant moi à
Montréal, ce 11 juin 2010

(S) Marie-Josée Regimbald

Commissaire à l'assermentation.